

tante, de tous les instants l'union de toutes les volontés, de toutes les intelligences, ne toutes les forces vives de notre nationalité. Il leur a fallu marcher la main dans la main avec leur clergé, lui demander conseil dans les passages difficiles, et marcher de concert avec lui dans la revendication de leurs droits.

Voilà la ligne de conduite que nous devons suivre si nous voulons rester français, si nous voulons conserver intact le précieux héritage de notre foi et de notre langue. Voilà aussi l'unique moyen de donner à nos frères des Etats-Unis qui viennent nous rejoindre ici, la consolation qu'ils sont revenus vivre dans la patrie des ancêtres, dans la vieille paroisse canadienne, et à l'ombre du vieux clocher.

Cet article est vieux jeu. Il est clair aujourd'hui que les Canadiens-Français, comme nationalité, n'ont plus d'avenir au Nord-Ouest. Ils sont mieux sous ce rapport dans la Nouvelle Angleterre.

L'avenir de notre race sera ce que le gouvernement de la Province de Québec la fera. S'il n'a pas assez d'énergie pour instruire la jeune génération, pour lui apprendre à se maintenir sur les rives du Saint-Laurent par le travail et l'intelligence, l'avenir de la race française en Amérique n'est qu'un rêve.

CANADIEN.

Un correspondant du *Temps* d'Ottawa, lui envoie la remontrance suivante, qui s'adresse avec raison à plus d'un journaliste :

"Tout ce chamaillis pour l'affaire Dreyfus ! On n'a pas assez d'indignation contre quiconque ne croit pas à l'état de grâce chez tous ceux qui portent une épaulette ; toucher à un membre de l'état-major c'est toucher à l'honneur de la France ; et ce sont les mêmes gens qui vilipendent sa magistrature. Est-ce que l'honneur de cette magistrature ce n'est pas l'honneur de la France aussi ? Pourquoi veut-on donc absolument qu'il y ait un grand corps de l'Etat qui soit discrédité devant le monde ? De quel ennemi fait-on donc l'œuvre ? La France va-t-elle mourir pour deux ou trois militaires déshonorés, pour un ministre imprudent ou pour un juge manquant d'impartialité ?

CA ET LA

On jette la pierre au RÉVEIL parce qu'il dit franchement sa façon de penser ; mais il n'est pas le seul journal libéral qui trouve que ça va mal. Les organes officiels ont une manière très discrète de signifier leur mécontentement aux ministres. Ils n'en pensent pas moins.

L'autre jour, c'était la *Patrie* qui poussait une botte à M. Mulock. Voici maintenant que le *Globe* consacre un article à faire l'éloge de M. Bertram, le député de Toronto, parce qu'il n'a pas changé d'opinion sur la question du tarif depuis 1896. Le *Globe* prétend que c'est une preuve qu'il connaissait bien la question.

Et les ministres ?

On ne pouvait leur dire plus délicatement qu'ils changent de politique trop souvent.

La *Vérité* nous renseigne sur ce qui se passe à Québec, et elle paraît connaître ses hommes. Voici ce que M. Tardivel nous raconte dans son dernier numéro :

"Manifestement, il y a deux courants au sein du parti ministériel, et même au sein du cabinet : le courant radical et le courant modéré.

L'an dernier, les radicaux, ceux qui veulent bouleverser notre système scolaire de fond en comble, avaient le haut du pavé. La création d'un ministre de l'instruction publique n'était qu'un premier pas dans la voie qui devait nous conduire plus ou moins rapidement, à la main-mise absolue de l'Etat sur la direction de l'école.

"Cette année, les modérés, ceux qui veulent conserver le système actuel, quant à ces grandes lignes, semblent avoir pris le dessus. M. Turgéon paraît être leur chef, et son discours peut-être considéré comme leur programme en matière scolaire, programme qui peut se résumer ainsi : évolution et amélioration, mais pas de révolution.

"L'honorable commissaire de la colonisation et des mines a fait des déclarations qui ont été vivement applaudies par l'opposition, et que nous approuvons de tout cœur, mais qui ont dû faire faire la grimace à plus d'un libéral de l'école avancée."